



BUDGET Principal

Note de Synthèse

BUDGET PRIMITIF

Exercice 2019

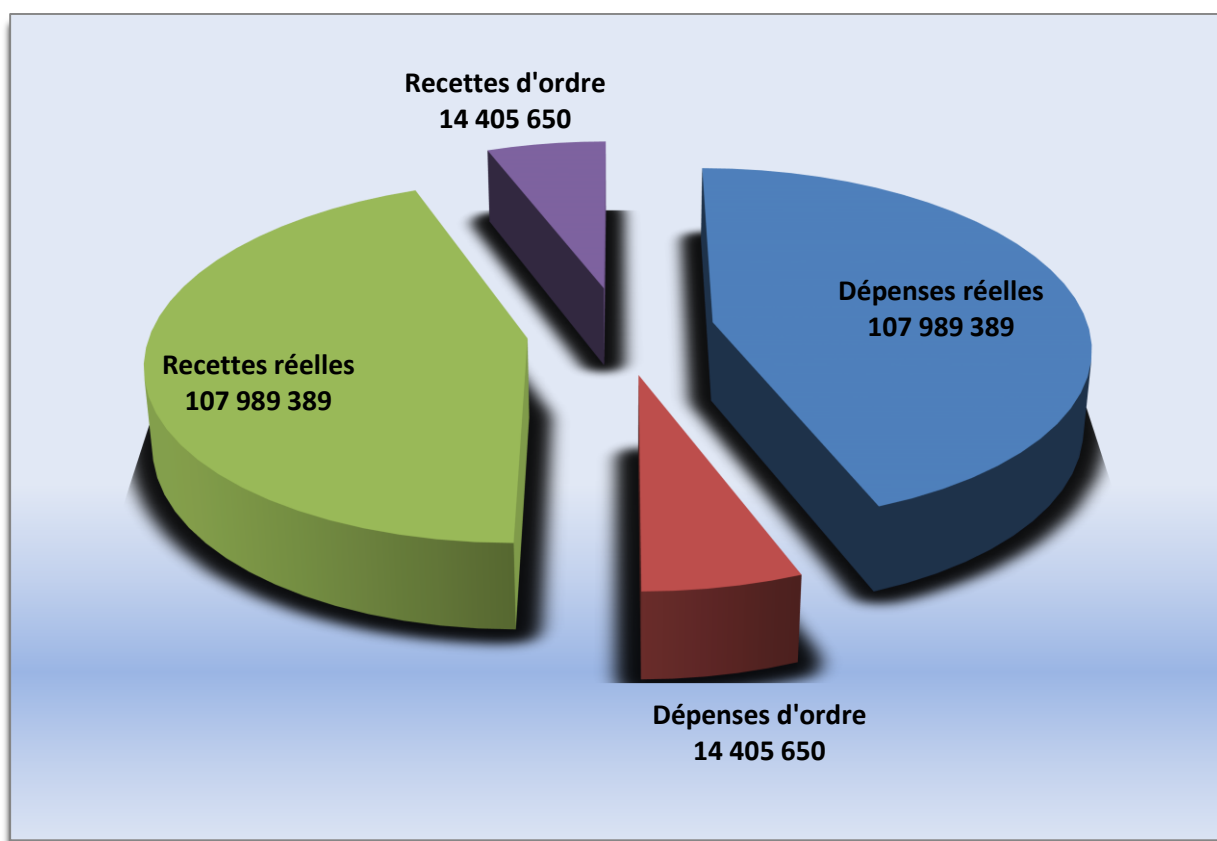
Nomenclature M14

Les orientations budgétaires présentées lors du Conseil municipal du 19 novembre 2018 ont permis de présenter les principales priorités du Budget primitif pour l'exercice 2019 avec, en premier lieu, programme d'investissement ambitieux sur 2019 associé à une baisse de la charge fiscale. A cet égard, le projet de budget 2019 s'inscrit dans la continuité des choix fiscaux 2018 (-4,32 % du taux de la taxe sur le foncier bâti), lesquels ont pour effet de réduire de 5 % le taux applicable à la taxe sur le foncier bâti en 2019 tout en respectant les engagements pris envers l'Etat de maintenir l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à +1,35 %.

Pour 2019, le budget principal s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 122 395 039 € (flux financiers réelles et d'ordres). La section de fonctionnement représente 84 722 631 euros (dépenses et recettes) et la section d'investissement 37 672 409 euros (dépenses et recettes)

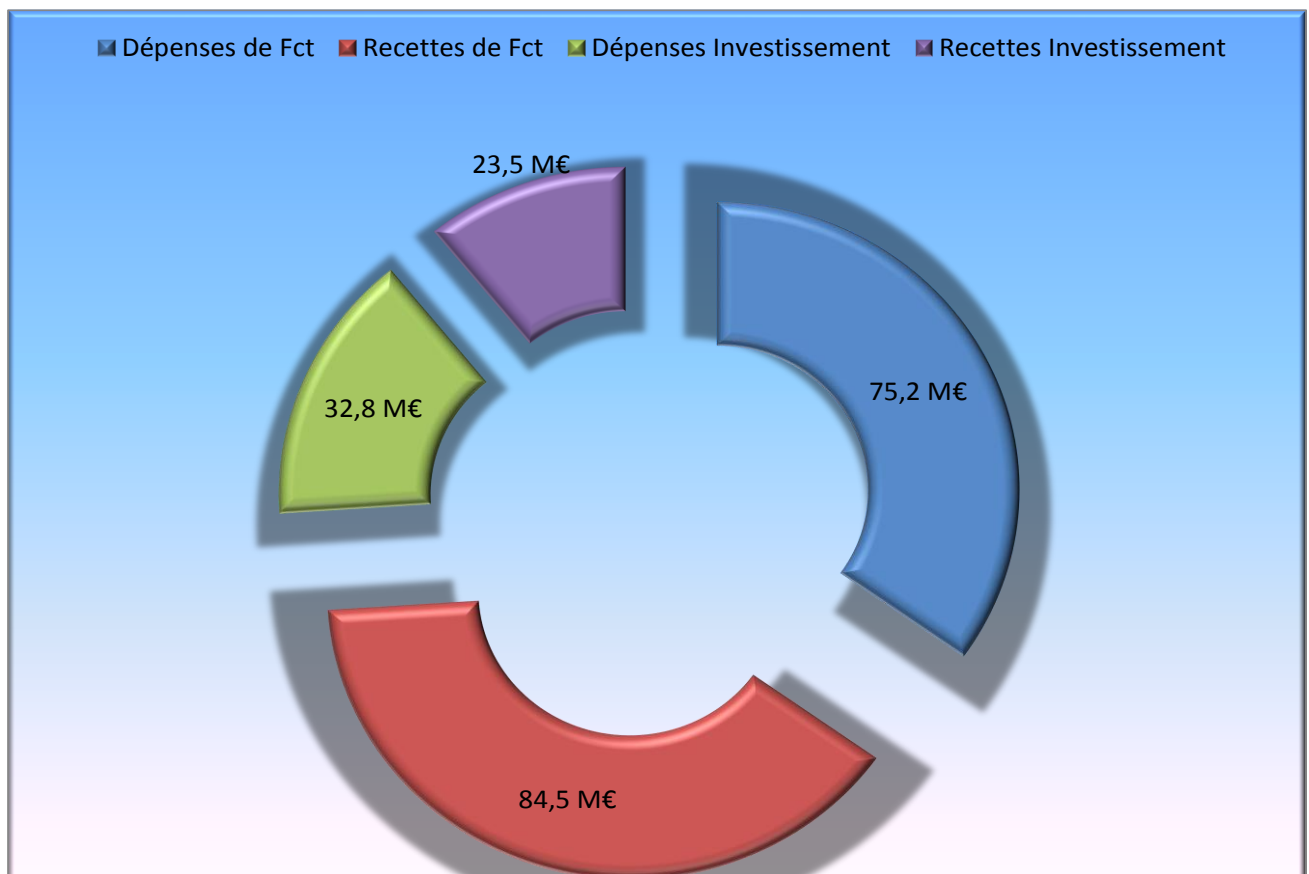
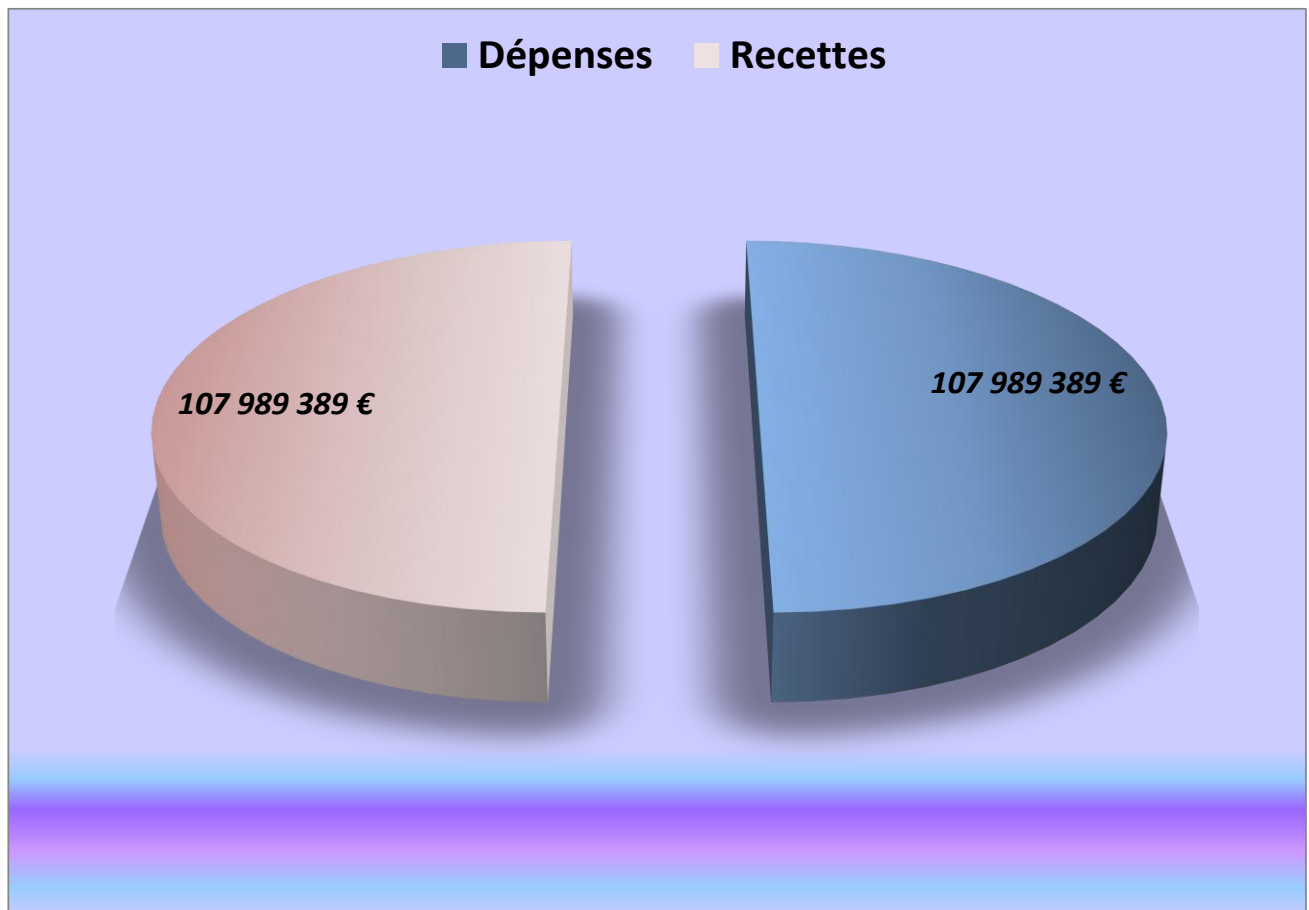
Libellés	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	TOTAL DU BUDGET
Dépenses	84 722 630,69	37 672 408,67	122 395 039,36
Recettes	84 722 630,69	37 672 408,67	122 395 039,36

Les grandes Masses budgétaires 2019¹



¹ Pour rappel, les opérations financières dites « réelles » sont des flux financiers faisant l'objet d'encaissement pour les recettes et de décaissement pour les dépenses. Les opérations dites d'ordres sont des écritures comptables ne faisant pas l'objet de flux de trésorerie.

Les opérations réelles

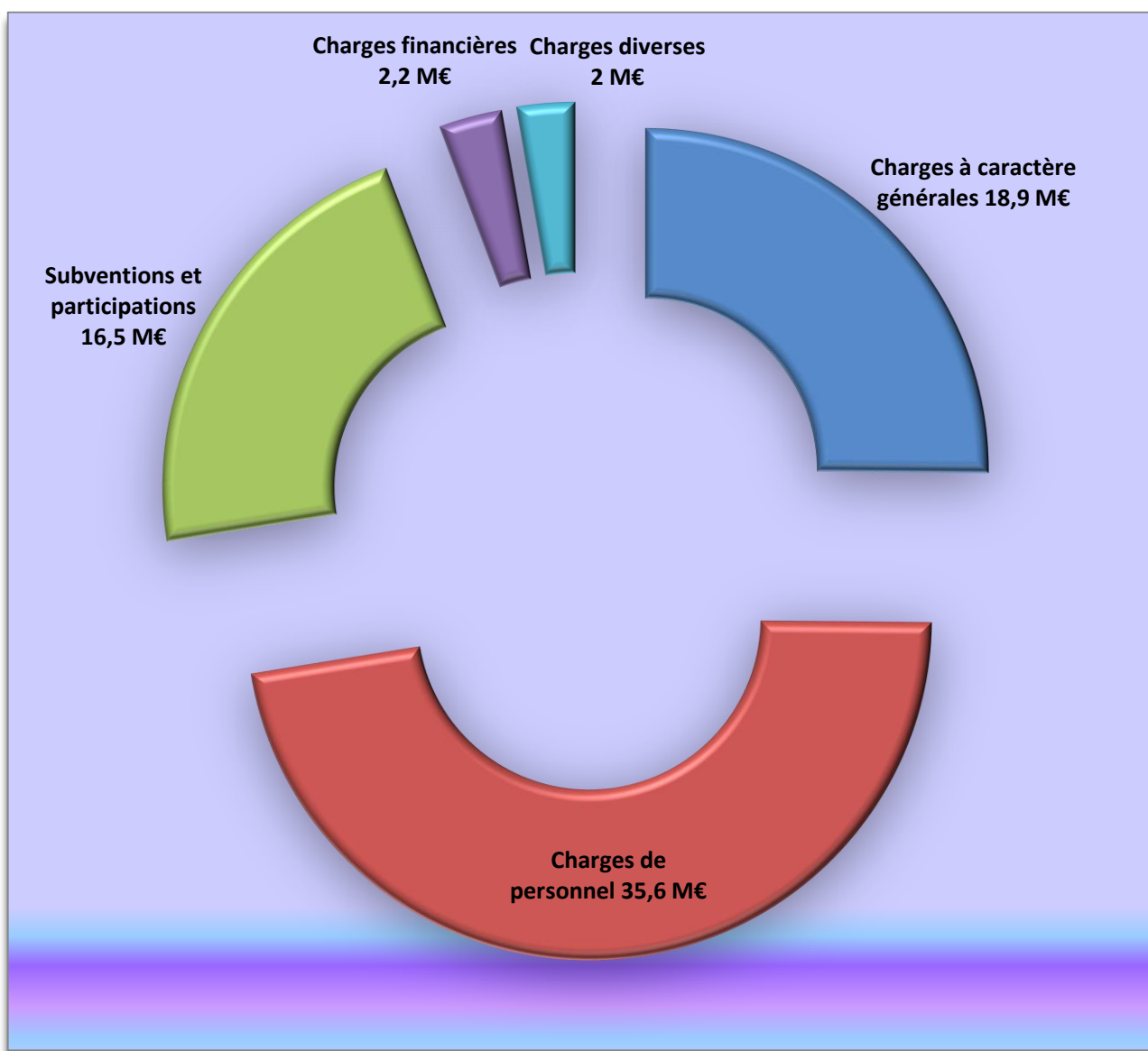


I. Section de fonctionnement

A. Les dépenses de Fonctionnement : 84 722 631 €

- Les dépenses réelles de Fonctionnement : 75 207 617 €

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement



L'évolution des dépenses de fonctionnement est évaluée à 1,57 % en 2019 par rapport aux autorisations budgétaires 2018². Retraitée des chapitres 013 et 014 (atténuation de produits et atténuation de charges) cette progression est conforme au montant cible contractualisé avec l'Etat, soit 73 660 362 €.

² Les autorisations budgétaires sont égales à l'ensemble des crédits votés de la section en 2018, soit Les crédits votés à l'occasion du BP+BS+DM.

Rappel de l'évolution contractualisée des dépenses réelles de fonctionnement.

	Rappel de la base 2017	2018	2019	2020
Montant des dépenses réelles de fonctionnement (€)	71 711 094	72 679 193	73 660 362	74 654 777

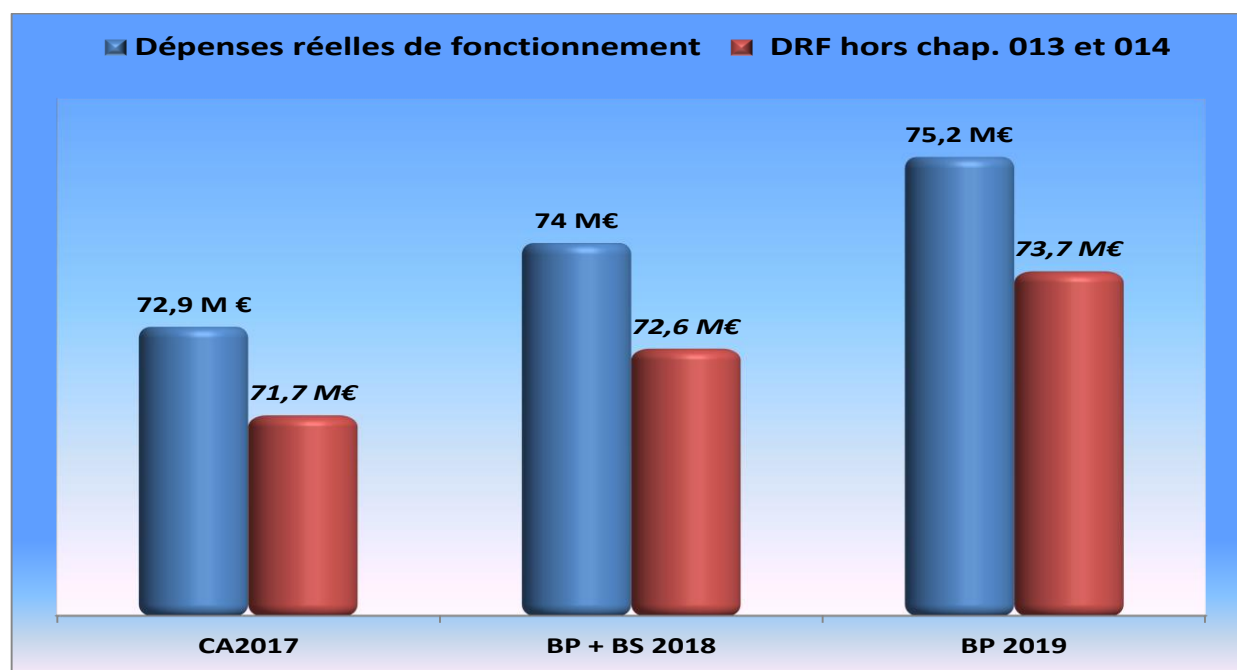
Les charges à caractère général évoluent de +7,87 % par rapport aux autorisations budgétaires 2018, évolution s'expliquant principalement par l'externalisation du nettoyage du centre-ville. Précisons qu'en contrepartie, les charges de personnel diminuent sous l'effet du transfert de personnel auprès du délégataire.

Les charges de personnel, pour leur part, devraient baisser de -3,94 % sous l'effet d'un nombre de départs en retraite plus important que prévu, de la diminution des effectifs suite au transfert des centres sociaux et du service politique de la ville et, enfin, par le détachement des agents du nettoyage.

Les autres charges de gestion courante, notamment les subventions et participations augmentent de 4,63 %. Cette hausse s'explique principalement par la hausse de la subvention versée au CCAS, contrepartie du transfert des centres sociaux à cette structure. Pour leur part, les dépenses relatives aux atténuations de produits (chap. 014) augmentent de 7,84 %. Ces charges ont pour particularité de constater comptablement et budgétairement un reversement de produits perçus par la collectivité au bénéfice de tiers. C'est le cas, par exemple, de la taxe de séjour qui est encaissée de droit par la collectivité mais reversée ensuite à l'office de tourisme (800 k€ en 2019) afin de financer la promotion touristique de la Commune. Il en est de même pour certaines dotations reçues au bénéfice du CCAS.

Les intérêts de la dette sont stables à 2,24 M€. Enfin, le chapitre (022) dépenses imprévues pour un montant de 547 438 euros constitue une réserve financière permettant de financer des dépenses de nature exceptionnelle qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exercice.

Evolution 2017-2019 des dépenses réelles de fonctionnement



- **Les dépenses d'ordre de Fonctionnement : 9 515 014 €**

Les dépenses d'ordre de la section sont de deux natures :

N'entraînant aucun flux négatif de trésorerie, les dotations aux amortissements (chap. 042 pour 4 M€) et le virement à la section d'investissement (chap. 023 pour 5,5 M€) traduisent l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement au bénéfice du financement des dépenses d'investissement.

Apparaissant pour un montant équivalent en recettes au niveau de la section d'investissement (chap. 040), les dotations aux amortissements représentent un autofinancement obligatoire afin de financer une partie du renouvellement des biens.

Apparaissant pour un montant équivalent en recettes au niveau de la section d'investissement (chap. 021), le virement à la section d'investissement correspond pour sa part à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement minoré des dotations aux amortissements et qui sera utilisé pour financer une partie des dépenses d'investissement.

B. Les Recettes de Fonctionnement : 84 531 995 €

- **Les recettes réelles de fonctionnement : 84 531 995 €**

Les recettes réelles de fonctionnement évoluent de + 1,25 % étant précisé que le taux applicable à la taxe sur le foncier bâti baissera de 5 % en 2019, après une baisse de 4,32 % en 2018.

Rappelons par ailleurs, que le projet de loi de finances 2019 s'inscrit dans la continuité de la LFI 2018 et se caractérise par :

- Une pause dans la contribution des collectivités locales à la réduction du déficit public,
- La continuité de la mise en œuvre progressive de l'exonération de la taxe d'habitation pour près de 80 % des assujettis. A ce titre 3,8 Md€ sont budgétés sous la forme de dégrèvement,

Ainsi :

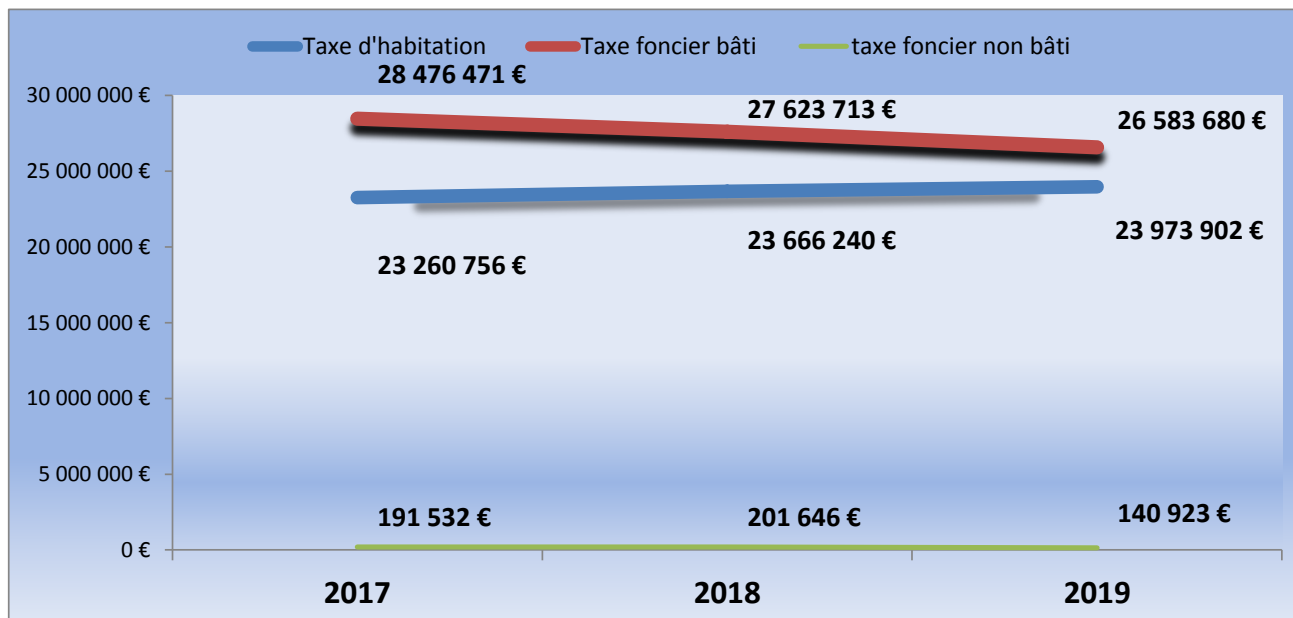
Les redevances perçues auprès des usagers du service public sont évaluées à 6,7 M€ (toutes redevances confondues).

Les produits issus de la fiscalité : 63,3 M€

Fiscalité directe : le taux de la taxe sur le foncier bâti baissera de 5 %, portant ainsi les taux des trois taxes directes locales perçues par la Commune à :

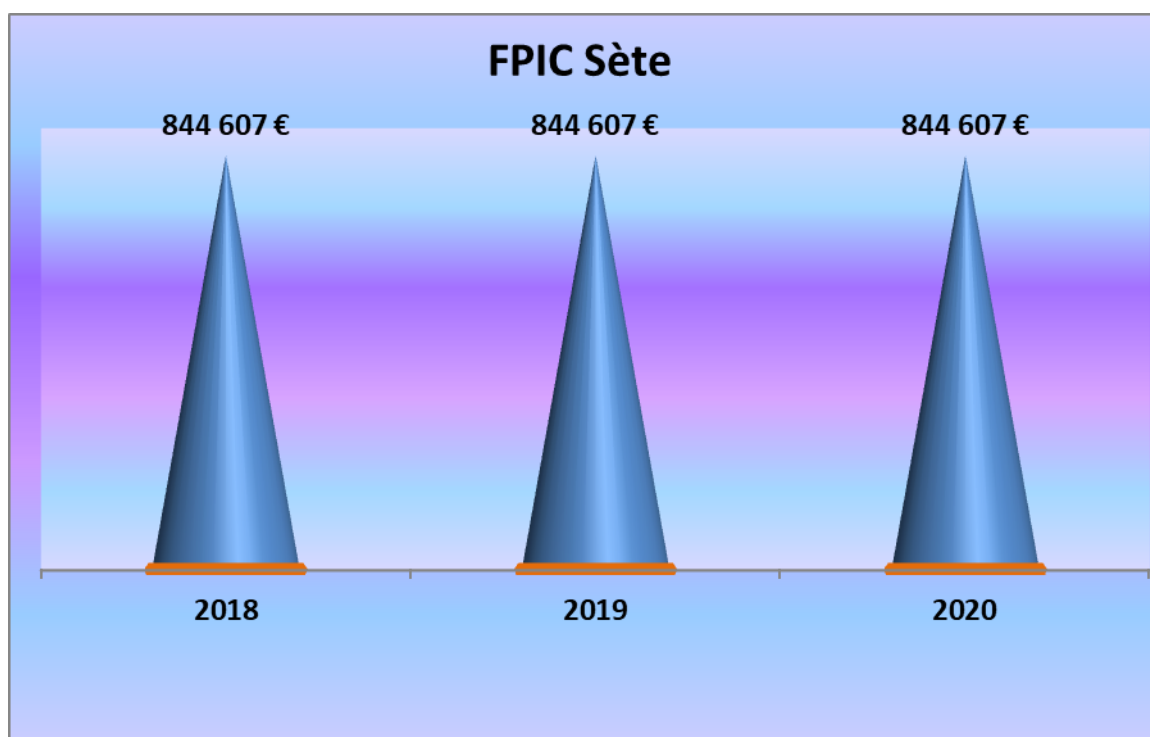
Fiscalité directe	Taux 2017	Taux 2018	Evolution 2017-2018	Taux 2019	Evolution 2018-2019
<i>taxe d'habitation</i>	31,61%	31,61%	0,0%	31,61%	0,0%
<i>Taxe sur le foncier bâti</i>	46,33%	44,33%	-4,3%	42,12%	-5,0%
<i>Taxe sur le foncier non bâti</i>	66,48%	66,48%	0,0%	66,48%	0,0%

En 2019, le produit fiscal des trois grandes taxes directes est évalué à 50,7 M€ réparti de la façon suivante.



L'attribution de compensation versée par SAM baissera de 6,65 M€ à 6,34 M€, corolaire de la mutualisation du service d'instruction des autorisations d'urbanisme entre la Commune et Sète agglomération méditerranéenne.

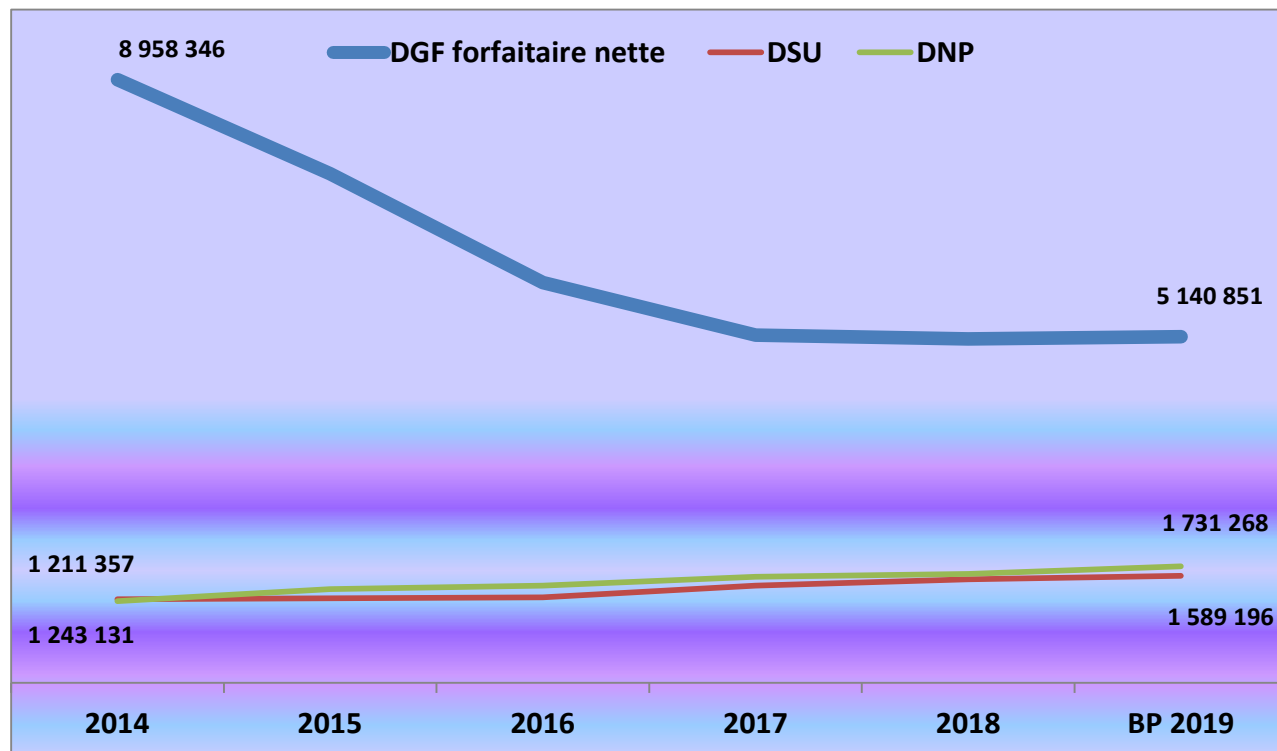
Le Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (844 k€) devrait demeurer stable eu égard aux dispositions prévues au PLF. Rappelons que le fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales est un fonds de péréquation horizontal alimenté par les collectivités considérées comme « riches » et reversé aux collectivités considérées comme « pauvres ».



En matière de fiscalité indirecte, les taxes additionnelles aux droits de mutation devraient légèrement croître à 2 M€ (+ 100 k€) dans un contexte stable du marché immobilier. La taxe sur la consommation finale d'électricité est, pour sa part, évaluée pour un montant constant (0,9 M€).

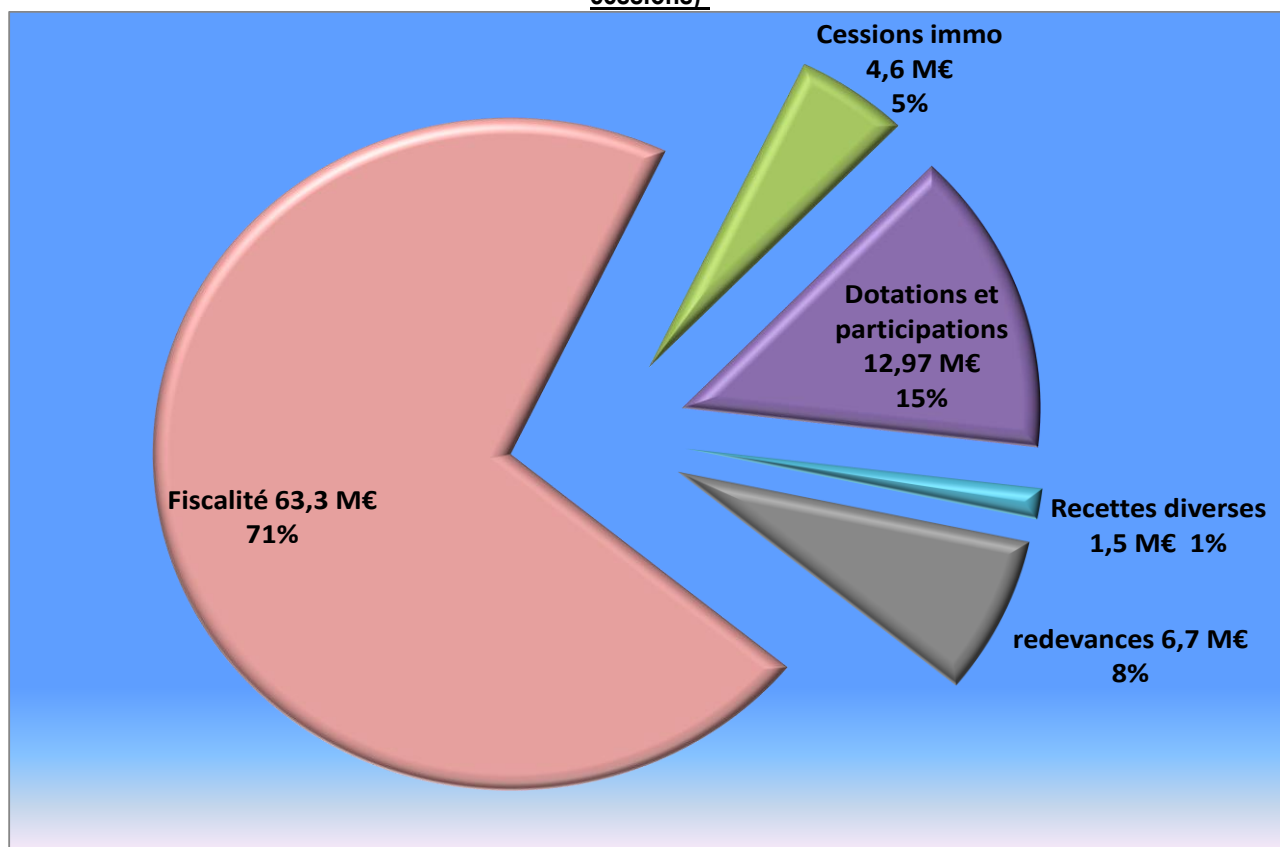
Les dotations et participations : 12,98 M€

La Dotation Globale de Fonctionnement attribuée par l'Etat devrait légèrement augmenter en 2019 sous l'effet de l'évolution positive de la dotation de solidarité unique et de la dotation de péréquation, la commune respectant le seuil des 1,35 % sur 2018 (la pénalité s'applique à la DGF en N+1 et les inscriptions budgétaires respectent le plafond contractualisé).



- Les allocations compensatrices devraient, elles aussi, demeurer stables.

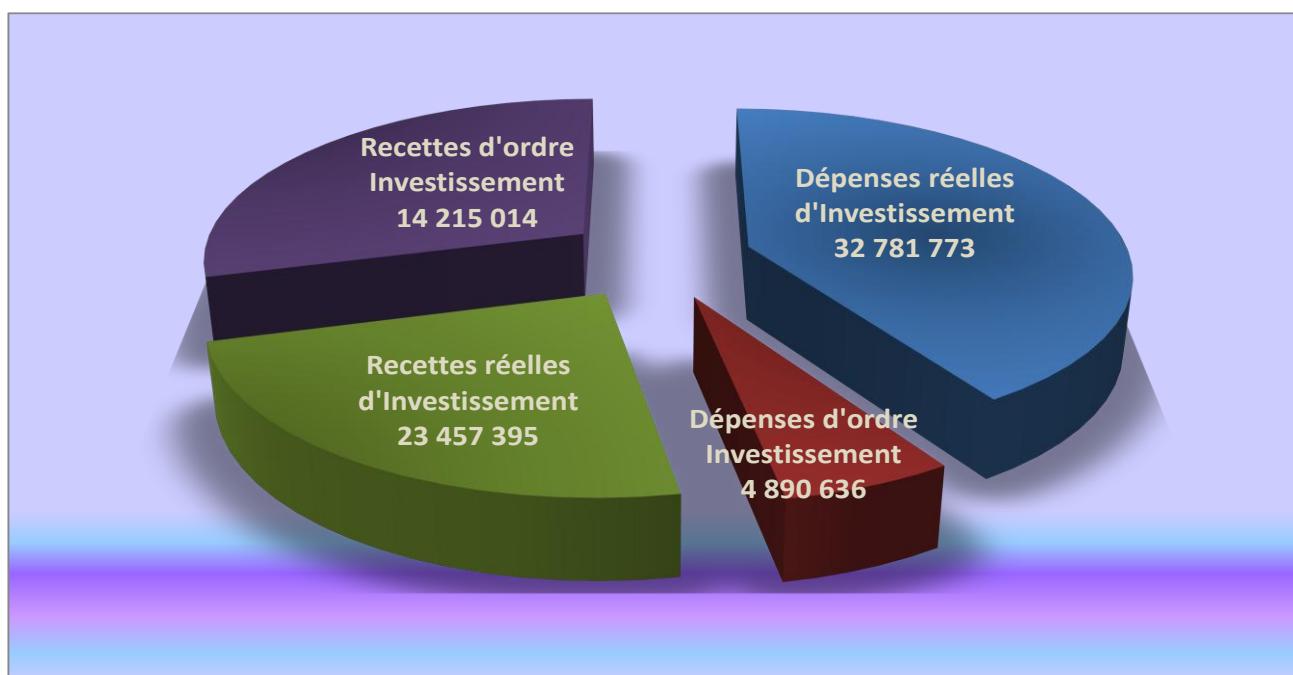
**Les recettes réelles de fonctionnement 2019 (dont
cessions)³**



³ Les ventes de biens immobiliers par la Commune sont constatées au moment du budget en section d'investissement (chap. 024). Toutefois à l'occasion de la vente à proprement parlé, celle-ci est constatée comptablement en recettes exceptionnelles de fonctionnement, venant ainsi alimenter l'autofinancement. Aussi, dans un souci d'accompagnement dans l'analyse financière des données, cette recette est intégrée dans le présent graphique en recette réelle de fonctionnement..

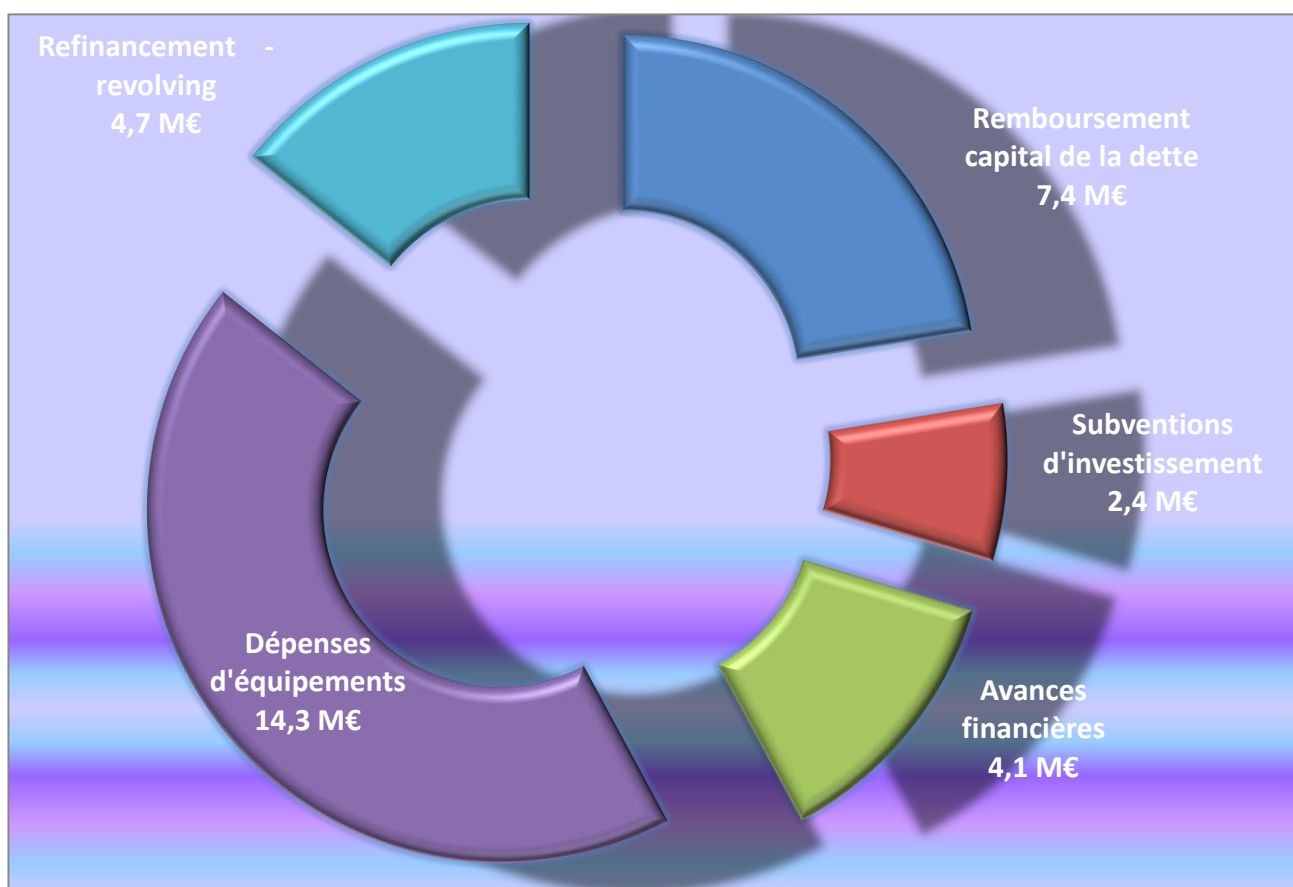
II. Section d'investissement :

A. Les dépenses d'investissement : 37 672 409 €



- Les dépenses réelles d'investissement : 32 781 773 €

Répartition 2019 des dépenses réelles d'investissement



La commune poursuit en 2019 son programme d'investissement avec comme principaux projets, l'opération Action Cœur de Ville, le renouvellement Urbain de l'Île de THAU, les travaux d'aménagements (corniche de Neuburg, création d'un pont à hauteur du nouveau Conservatoire intercommunal de musique et d'arts dramatiques etc.), les travaux sur les écoles, le développement des infrastructures sportives et le renforcement des services à la population. Les dépenses d'équipement constitueront en 2019 le principal poste de dépenses au sein de la section d'investissement, suivi du remboursement du capital de la dette, des emprunts revolving, des avances et des subventions versées.

- **Les dépenses d'ordre de la section d'investissement : 4 890 636 €**

Les dépenses d'ordre de la section d'investissement retracent deux types de flux financiers :

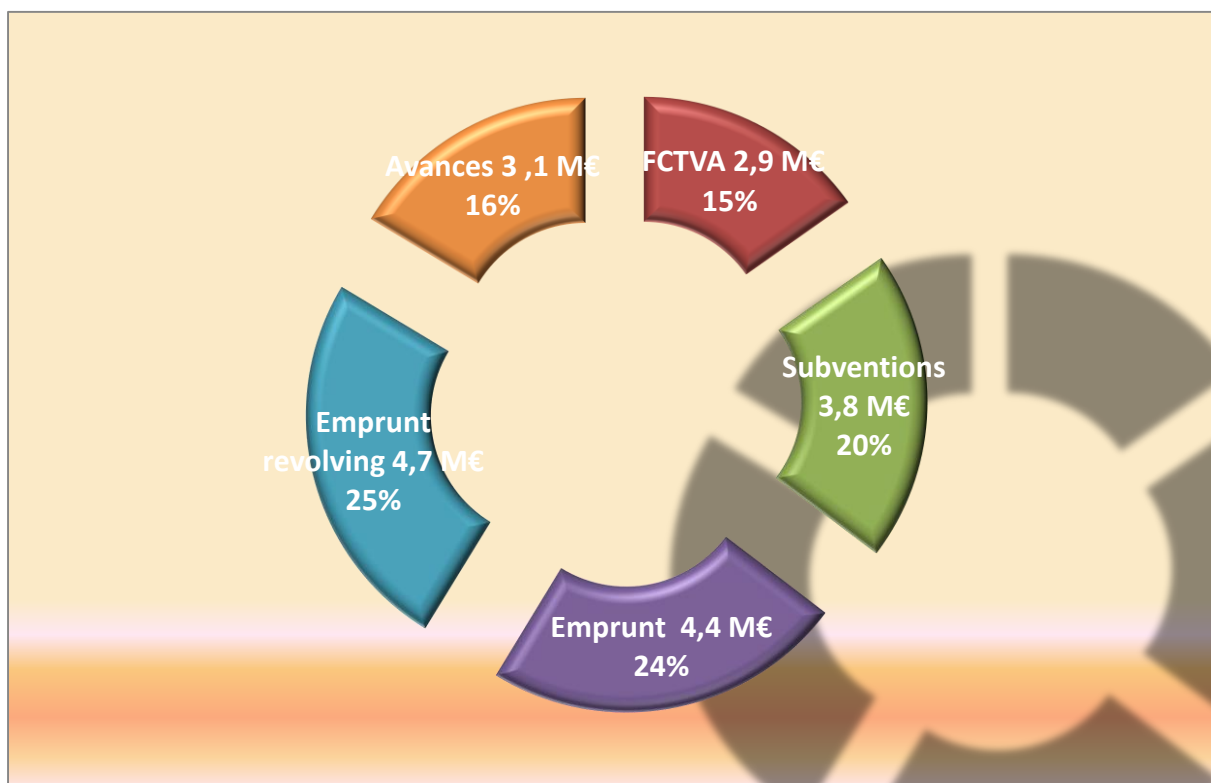
- Les dotations à l'amortissement des subventions : 190 636 €
- Les emprunts revolving : 4 700 000 €. Cette inscription relative à ce type d'emprunt est équilibrée en recettes et en dépenses au chapitre 041 de la section. Ces crédits associent un crédit long terme classique et l'ouverture de droits de tirages comparables à une ligne de trésorerie.

B. Les recettes d'investissement : 37 672 409 €

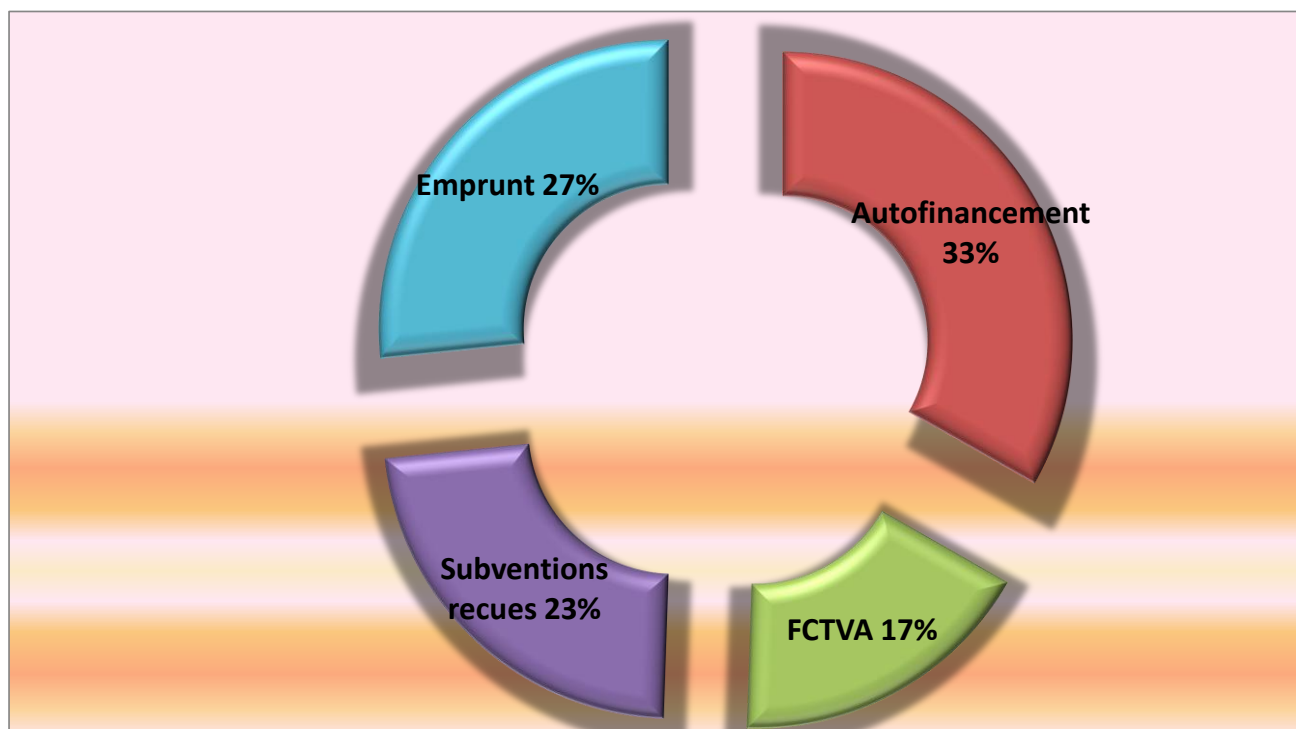
Les principales recettes d'investissement seront constituées en 2019 par l'autofinancement, l'emprunt d'équilibre, lequel représente l'emprunt théorique nécessaire à l'équilibre du budget dans l'hypothèse d'un taux de réalisation des dépenses et des réelles de 100 % toutes sections confondues ainsi que par les subventions à percevoir et le fonds de compensation de la TVA.

- **Les recettes réelles d'investissement : 23 457 395 €**

Répartition des recettes d'investissement (hors cessions) en 2019



Financement des dépenses d'équipements (dont subventions)



- Les recettes d'ordre d'investissement : 14 215 014 €

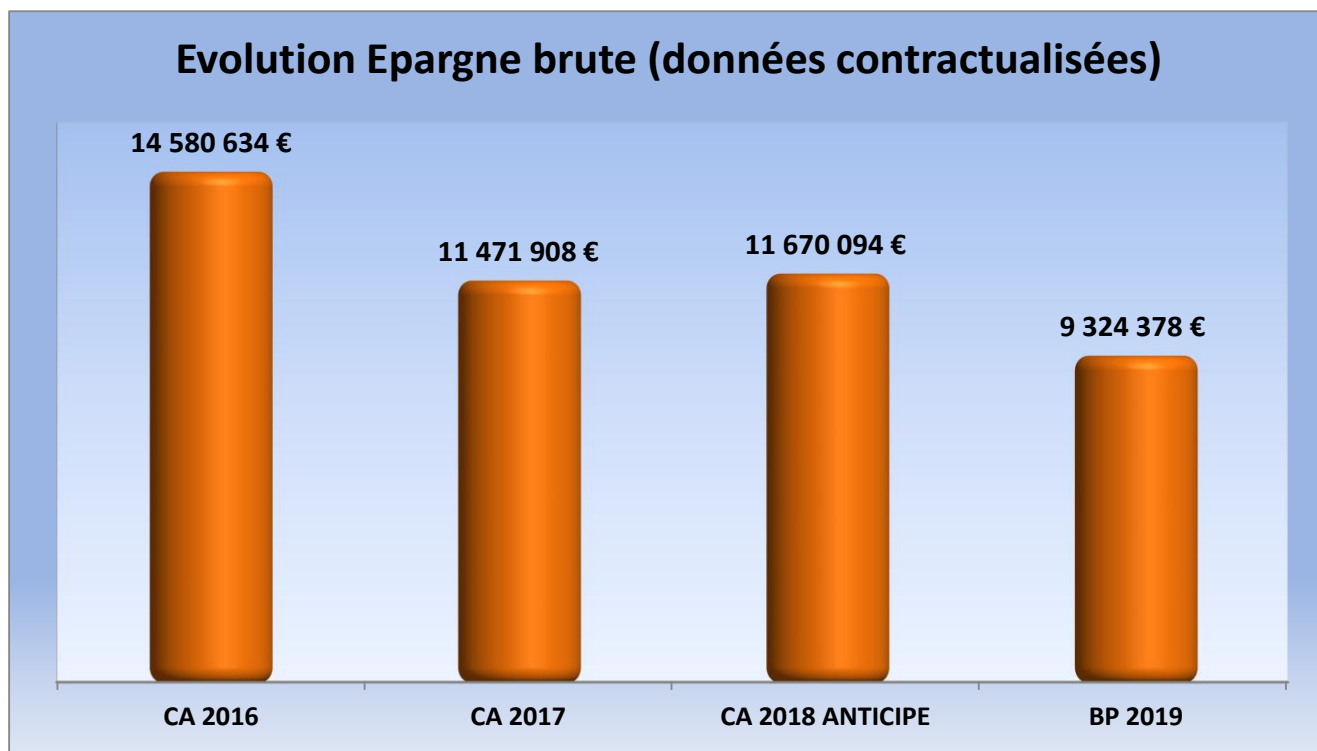
Les recettes d'ordre de la section sont de deux natures :

N'entraînant aucun flux positif de trésorerie, les dotations aux amortissements (chap. 040 pour 4 M€) et le virement à la section d'investissement (chap. 021 pour 5,5 M) traduisent l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement au bénéfice du financement des dépenses d'investissement.

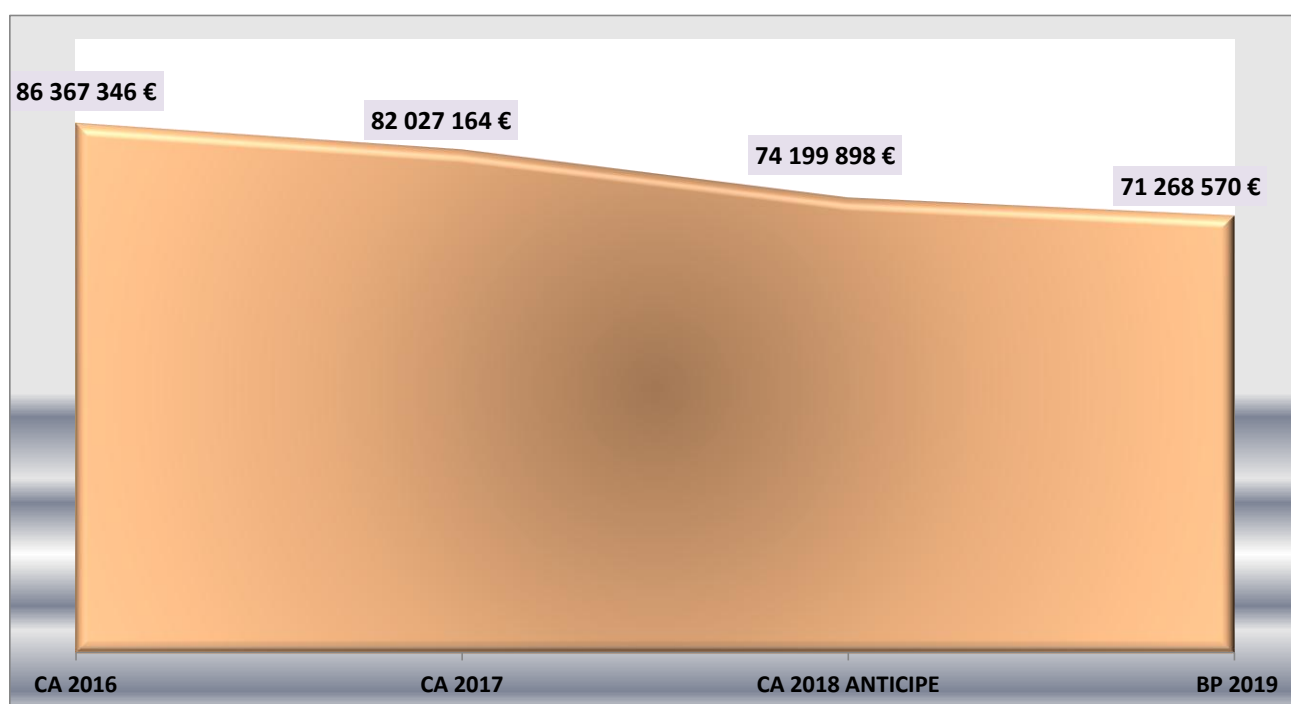
Les emprunts revolving : 4 700 000 €. Cette inscription relative à ce type d'emprunt est équilibrée en recettes et en dépenses au chapitre 041 de la section. Ces crédits associent un crédit long terme classique et l'ouverture de droits de tirages comparables à une ligne de trésorerie.

III. Les principaux indicateurs financiers

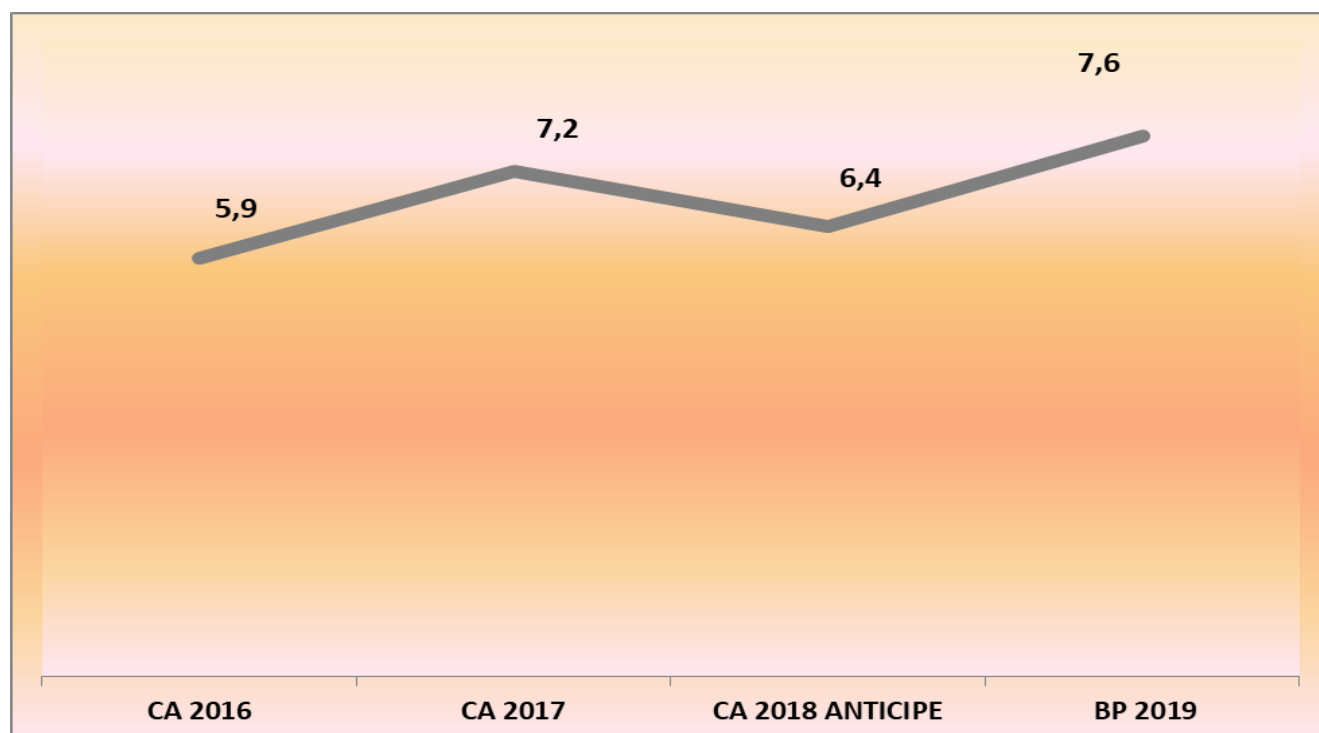
Dans un souci de cohérence, il est précisé que les principaux indicateurs reprennent le périmètre budgétaire de la Direction générale des finances publiques, laquelle déduit des dépenses et des recettes, les chapitres 014 et 013 (atténuation de charges et atténuations de produits) ainsi que les cessions immobilières considérés comme des recettes non structurelles.



Evolution de la dette

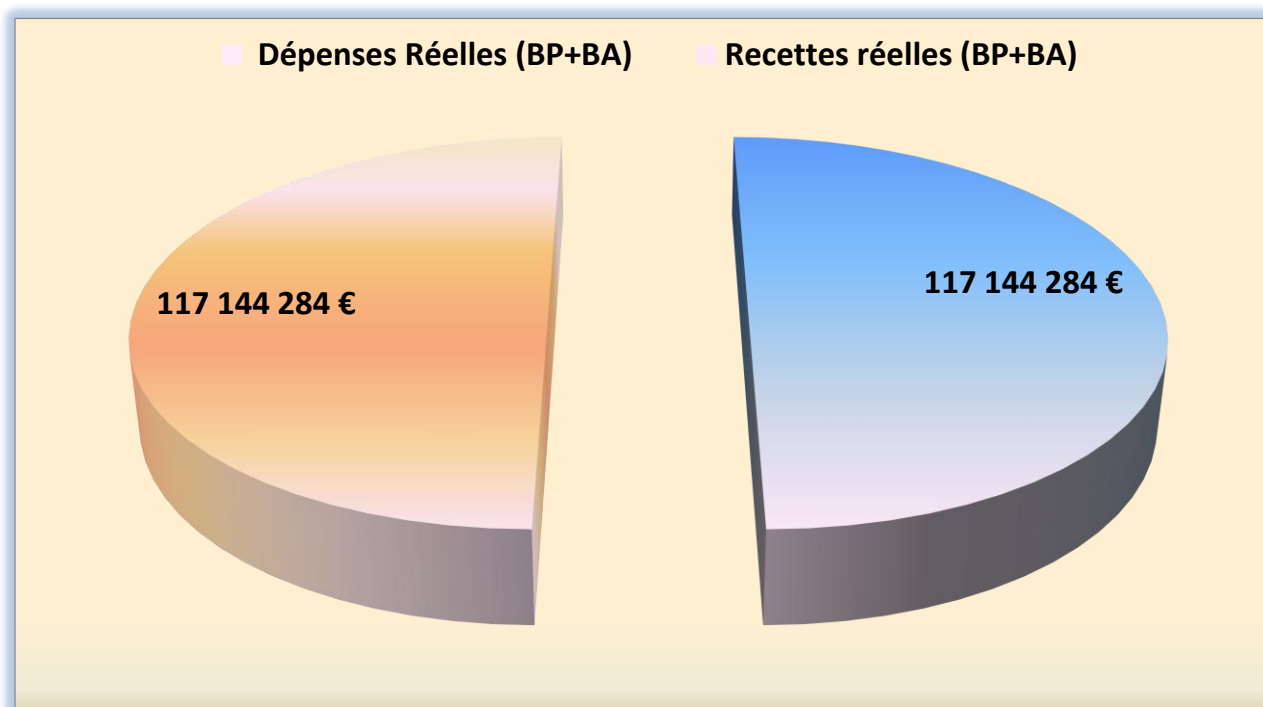


Evolution de la capacité de désendettement



La lecture des principaux indicateurs financiers mettent en perspective la bonne santé financière de la Commune qui dispose d'un autofinancement suffisant pour couvrir le remboursement du capital de la dette et pour financer une part de l'investissement (33 %). L'encours de la dette baisse de près de 13 M€ entre 2016 et 2019 avec l'intégration des dernières tranches du PPP en 2018 pour une capacité de désendettement évaluée à 7,6 années en 2019.

Situation budgétaire agrégée 2019



Budgets VILLE DE SETE	Dépenses Fct+I	Recettes Fct+I	Part relative
Budget Principal	107 989 389	107 989 389	92,18%
Budget EAU	3 230 500	3 230 500	2,76%
Budget CENTRE DE FORMATION	1 891 699	1 891 699	1,61%
Budget POMPES FUNEBRES	1 935 046	1 935 046	1,65%
Budget CREMATORIUM	1 725 200	1 725 200	1,47%
Budget PORT DES QUILLES	372 450	372 450	0,32%
TOTAL	117 144 284	117 144 284	100,00%

Principaux indicateurs agrégés (au 31/12/2019)	
Epargne brute	11 359 687 €
Dette	78 851 443 €
Capacité de désendettement	6,9

**Objectif en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de
la Commune**

La loi de programmation des finances publiques prévoit que les collectivités territoriales concourront à ces efforts à due proportion de la part des administrations publiques locales dans la dépense publique globale.

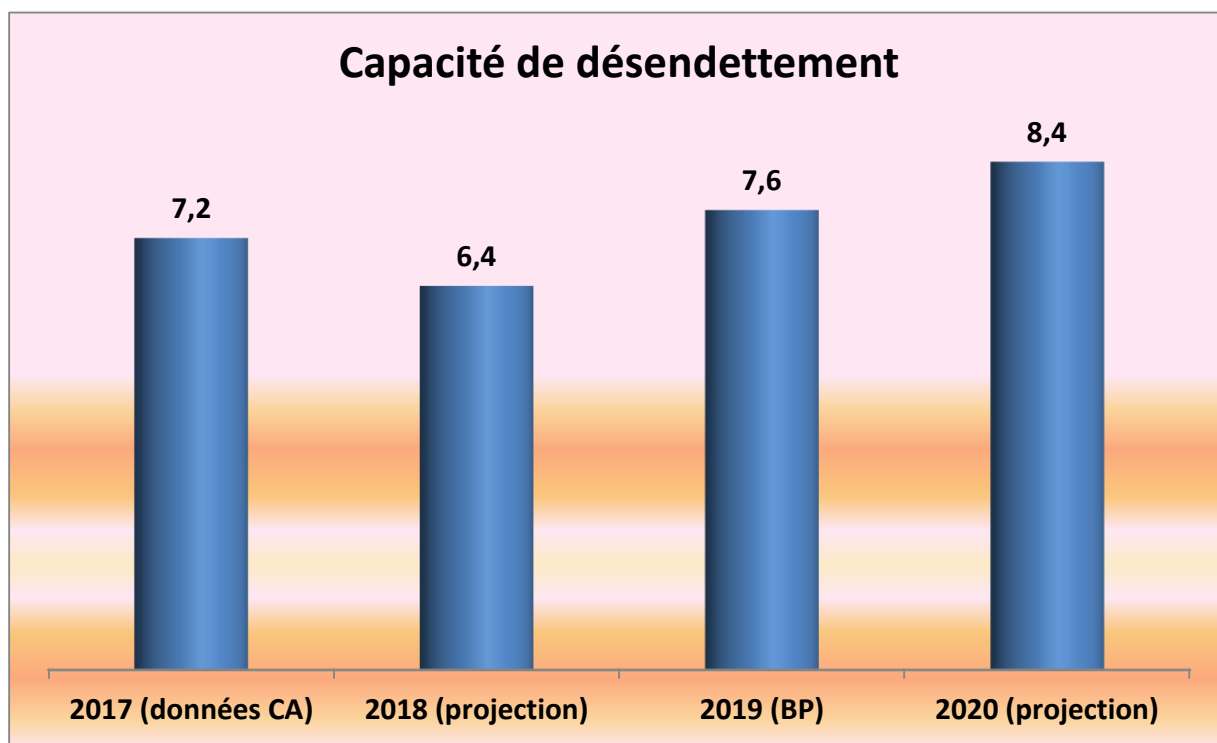
Objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement (budget principal)

Trajectoire prospective des dépenses de	2017	2018	2019	2020
Évolution annuelle contractualisée en %		1,35%	1,35%	1,35%
Dépenses réelles cibles de fonctionnement (€)	71 711 094	72 679 193	73 660 362	74 654 777
Dépenses réelles de fonctionnement (€)	71 711 094	70 396 730	73 660 362	74 654 777
Recettes réelles de fonctionnement	83 183 002	82 711 925	82 984 740	82 877 204
Pénalité maximum		1 654 238	1 659 695	1 657 544
Seuil dépenses à ne pas dépasser Hyp 1,35 %		72 679 193	73 660 362	74 654 777
Ecart objectif		-2 282 463	0	0
reprise financière avant barrière		0	0	0
Pénalité		0	0	0

Objectif d'évolution du besoin de financement (budget principal)

Trajectoire rétrospective/prospective du besoin de financement	2017	2018	2019	2020
(1) Nouveaux emprunts (€)	0	0	4 425 076	6 750 000
(2) Remboursements (€)	7 925 495	7 756 481	7 356 404	7 528 818
Besoin de financement actualisé (1-2) en €	-7 925 495	-7 756 481	-2 931 328	-778 818

Capacité de désendettement (budget principal)



Pour 2019 et 2020, la commune poursuivra cet objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement (1,35 %). D'autre part, celle-ci continuera à se désendetter, les flux relatifs au stock de dette étant négatifs (le remboursement de la dette communale est supérieur au montant des nouveaux emprunts).

Enfin, sa capacité de désendettement devrait se situer à 7,6 années en 2019 et 8,2 années en 2020 soit un niveau inférieur au seuil des 12 années (seuil d'alerte), indicateur probant de la bonne santé financière de la Commune.